

Chronologie 1986^(*)

Environnement extérieur de la France

Politique

Evénements internationaux

- X. 11-12 — Après qu'un accord ait été entrevu, échec de la rencontre entre Ronald Reagan et Mikhaël Gorbatchev à Reykjavik (Islande), Ronald Reagan refusant de réduire massivement les armements nucléaires et de mettre fin aux expériences spatiales prévues dans le cadre de la « guerre des étoiles ». Le 22 Mikhaël Gorbatchev déclare que les négociations sur le désarmement doivent faire l'objet d'une négociation globale.
- 17 — Le Comité international olympique désigne Barcelone (Espagne) pour accueillir les jeux d'été en 1992 et Albertville (France) pour les jeux d'hiver.
- XI. 5 — Troisième conférence sur la sécurité et la coopération à Vienne où les chefs des diplomaties américaine et soviétique, George Shultz et Edouard Chevardnaze se séparent le 6 sur un constat de complet désaccord sur les problèmes de désarmement, à la suite du sommet Reagan-Gorbatchev à Reykjavik des 11 et 12 octobre.
- 12 — Les ministres de l'Environnement ouest-allemand, français, néerlandais et suisse se réunissent à Zurich pour définir un plan d'action après la catastrophe écologique due au déversement de produits chimiques dans le Rhin, provoquée par l'incendie des entrepôts de la firme pharmaceutique allemande Sandoz le 9 octobre.

CEE

- I. 21 — Le Parlement danois rejette le projet de réforme institutionnelle approuvé en décembre par le Conseil européen. Devant le refus de la plupart des gouvernements européens de renégocier l'accord de Luxembourg, un référendum sera organisé le 27 février au Danemark.
- II. 27 — Les électeurs danois acceptent (56,2 % de oui) le projet de réforme institutionnelle de la CEE. Le 28 le Danemark, l'Italie

(*) On trouve une chronologie pour les années 1972 à 1981 dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10 et 14.

et la Grèce signent l'acte rassemblant ces réformes, après que les neufs autres membres de la Communauté européenne l'aient signé le 17.

- XII. 5-6 — Réunion à Londres des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEE. Aucune grande décision dans le domaine communautaire n'est prise, mais le Conseil européen adopte un certain nombre de déclarations, notamment sur la lutte concertée contre le terrorisme, la drogue et le SIDA. Le Conseil européen condamne à nouveau la présence soviétique en Afghanistan.
- 16 — Manifestations d'étudiants en Allemagne, Belgique, Espagne, Italie et Grèce.

Algérie

- XI. 11-12 — De violentes manifestations opposent les jeunes aux forces de l'ordre à propos des mesures d'austérité imposées par le gouvernement et de l'introduction dans les épreuves du baccalauréat de deux nouvelles matières en 1987 : éducation islamique et politique.
- 12-13 — Après ces manifestations 136 jeunes gens sont condamnés à des peines allant de deux à sept ans de prison par un tribunal de Constantine.

Allemagne (République fédérale d')

- III. 27 — Les Etats-Unis et la RFA signent un accord sur la participation des entreprises allemandes à l'initiative de défense stratégique (IDS).
- VIII. 26 — Réunion à Nuremberg du congrès du Parti social démocrate (SPD), où Johannes Rau est désigné comme candidat à la chancellerie pour les élections législatives de janvier 1987.
- XI. 9 — Elections régionales à Hambourg, où le parti des sociaux-démocrates de Johannes Rau (SPD) perd 10 points par rapport à son score de 51,3 % de décembre 1982. Pour la première fois de l'histoire de la RFA il perd sa place de premier parti de la ville, l'Union chrétienne démocrate d'Helmut Kohl obtenant 42,2 % des voix au lieu de 38,6 % en 1982.

Autriche

- VI. 8 — Au deuxième tour des élections présidentielles Kurt Waldheim, bien qu'accusé de crimes de guerre, est élu avec 53,9 % des voix, contre 46,1 % au candidat socialiste Kurt Steyrer.
- IX. 15 — L'élection de Joerg Haider à la tête du parti libéral provoque la fin de la coalition gouvernementale entre socialistes et libéraux.

- XI. 23 — Aux élections législatives anticipées, le parti socialiste obtient 80 des 183 sièges (– 10), le parti populiste, 77 (– 4), le parti libéral 18 (+ 6), et les Verts font leur entrée au Parlement avec 8 élus.

Brésil

- XI. 15 — Aux élections d'une assemblée constituante de 559 membres, de 23 gouverneurs des Etats et de 953 députés des Etats le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) du président Sarney remporte une victoire qui constitue une approbation du plan Cruzado et de la politique menée par le président Sarney.

Chine

- XII. 19-21 — Des manifestations d'étudiants ont lieu à Shanghai en faveur de la démocratisation du régime.
- 23 — Le mouvement étudiant en faveur de la démocratie s'étend, notamment à Pékin, où plusieurs milliers de manifestants défilent dans les rues.

Espagne

- I. 17 — A l'occasion de l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre Madrid et Israël Felipe Gonzalez rencontre Shimon Pérès le 19 à La Haye.
- VI. 22 — Le parti socialiste (PSOE) du Premier ministre Felipe Gonzalez conserve la majorité absolue au Cortès en obtenant 184 des 350 sièges.

Etats-Unis

- I. 7 — Ronald Reagan annonce la rupture totale des relations économiques et commerciales entre les Etats-Unis et la Libye, afin de sanctionner un pays qui soutient le terrorisme. Les Américains travaillant en Libye doivent partir et les compagnies pétrolières américaines qui produisent du pétrole libyen cesser leurs activités.
- III. 23 — La VI^e flotte américaine en Méditerranée reprend des manœuvres aéronavales au large des côtes libyennes. Les 24 et 25 les forces américaines détruisent quatre vedettes lance-missiles libyennes ainsi que des installations radar et des sites de lancement de missiles sur la côte libyenne.
- IV. 14-15 — Après la mise en cause par les services secrets américains de la responsabilité directe de la Libye dans les attentats commis le 2 dans un boeing de la TWA et le 5 dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains, dix-huit bombardiers venant des bases améri-

caines en Grande-Bretagne attaquent le « quartier général » et des « installations terroristes » à Tripoli, la capitale libyenne. Ronald Reagan reçoit un soutien unanime de la part du Congrès et de la population des Etats-Unis. Les pays de la CEE, sauf la Grande-Bretagne, expriment leur réserve ou leur hostilité. La France, qui a refusé le survol de son territoire aux bombardiers américains, est vivement critiquée aux Etats-Unis.

- VIII. 15 — Ronald Reagan annonce que la NASA ne lancera plus de satellites commerciaux et sera chargée uniquement des missions scientifiques et militaires. Une quatrième navette spatiale sera construite.
- IX. 26 — Ronald Reagan oppose son veto aux sanctions contre l'Afrique du Sud votée par le Congrès ; mais la Chambre des représentants, le 29, et le Sénat le 2 octobre passent outre au veto présidentiel.
- 4 — Avec un taux de participation extrêmement bas, 37,3 %, les élections au centième Congrès marquent le recul des républicains qui perdent le contrôle du Sénat avec 45 sièges contre 55 aux démocrates. L'avance démocrate à la Chambre des représentants, plus modeste, est de 7 sièges, ce qui donne 260 sièges aux démocrates et 75 aux républicains.
- 13 — Ronald Reagan reconnaît, lors d'une conférence de presse, que des armes ont été fournies secrètement par les Etats-Unis à l'Iran.
- 25 — Ronald Reagan annonce, dans une déclaration à la presse, la démission de l'amiral Poindexter, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale et le renvoi d'un de ses collaborateurs, le lieutenant-colonel North, accusés d'avoir couvert le transfert de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran au bénéfice des « contrats » nicaraguayens contre le régime sandiniste de Managua.
- XI. 30 — Robert Dole, chef du groupe républicain au Sénat invite Ronald Reagan à convoquer le Congrès en session extraordinaire pour que soit désignée une commission d'enquête spéciale chargée d'examiner les conséquences de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. Ronald Reagan en accepte le principe le 2 décembre.

Grèce

- X. 19 — Au deuxième tour des élections municipales le parti du Premier ministre socialiste Andréas Papandréou (PASOK), en recul, obtient 48,2 % des voix. Les trois principales villes du pays, Athènes, Le Pirée et Salonique, sont reprises par la Nouvelle démocratie (droite) qui obtient 25,7 % des suffrages.

Haïti

- I. 31 — L'état de siège est décrété en Haïti après de violentes manifestations contre le régime de Jean-Claude Duvalier.
- II. 7 — Jean-Claude Duvalier part en exil. Un conseil national de gouvernement est mis en place, dirigé par le général Henri Namphy, chef d'état-major de l'armée et, le 10, un nouveau gouvernement est formé.

Israël

- X. 10 — Shimon Pérès, respectant l'accord d'alternance conclu en septembre 1984 entre les deux partis de la coalition, démissionne de la présidence du gouvernement. Itzhak Shamir lui succède le 20.

Italie

- VI. 27 — Démission de Bettino Craxi, socialiste, après le rejet par les députés d'un projet de loi sur la répartition des fonds de l'Etat entre les collectivités locales.
- VIII. 1 — Après trente-cinq jours de crise gouvernementale Bettino Craxi forme un nouveau cabinet de coalition.

Japon

- VII. 6 — Yasuhiro Nakasone, Premier ministre, obtient 300 des 512 sièges de la Chambre basse aux élections anticipées qu'il avait provoquées.

Maroc

- VIII. 29 — Le roi Hassan II annonce la rupture du traité d'union signé le 13 août 1984 à Oujda avec le colonel Kadhafi.

Pays-Bas

- V. 21 — Aux élections législatives les chrétiens démocrates, parti de Ruud Lubbers, Premier ministre depuis novembre 1982, obtient un succès avec 54 (+ 9) des 150 sièges du Parlement. Les libéraux-conservateurs (VVD) ne conservent que 27 de leurs 36 sièges, le parti socialiste en obtient 52 (+ 5).

Philippines

- II. 7 — L'élection présidentielle donne lieu à une forte participation de l'électorat, mais à une fraude importante, si bien que le président Ferdinand Marcos et Corazon Aquino, candidate de l'opposition, revendiquent l'un et l'autre la victoire. Le 15 l'Assemblée nationale proclame vainqueur Ferdinand Marcos. Le 16 Philip Habid, envoyé par Ronald Reagan, se rend à

Manille. Corazon Aquino rassemble un million de personnes à Manille protestant contre les conditions de la réélection de Ferdinand Marcos, qui sont condamnées aussi le 19 par le Sénat américain. Le 22 l'armée se range aux côtés de Corazon Aquino, soutenue par Washington. Le 25 elle prête serment en tant que président des Philippines et forme un gouvernement. Ferdinand Marcos accepte de s'exiler et est accueilli à Hawaï, où les Etats-Unis lui accordent l'asile politique.

- III. 25 — Corazon Aquino promulgue une constitution provisoire qui lui donne les pleins pouvoirs législatifs. Le 24 la guérilla communiste avait accepté le principe des négociations proposées par Corazon Aquino.
- X. 15 — Un projet de nouvelle constitution établi par Corazon Aquino sera soumis à référendum au début de 1987.
- XI. 23 — Corazon Aquino, à la suite d'une tentative de coup d'Etat de la part de l'armée, contraint tous ses ministres à démissionner et forme un nouveau gouvernement.
- 27 — Le gouvernement de Corazon Aquino et les représentants de la guérilla communiste signent un accord de cessez-le-feu pour une durée de 60 jours à partir du 10 décembre.
- XII. 10 — Le cessez-le-feu conclu entre le gouvernement de Corazon Aquino et la guérilla communiste est rompu.
- 13 — Les négociations pour instaurer un nouveau cessez-le-feu reprennent.

Pologne

- IX. 11 — Le gouvernement décide la libération de tous les prisonniers politiques. Le 30 Lech Walesa annonce la formation d'un conseil provisoire de Solidarité, composé d'anciens membres de ce mouvement.

Portugal

- I. 26 — Freitas do Amaral (démocrate-chrétien) obtient plus de 46 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. Son adversaire au second tour sera Mario Soares, arrivé en tête des trois candidats de la gauche.
- II. 16 — Au second tour des élections présidentielles, Mario Soares, socialiste, est élu, avec 51,35 % des voix contre 48,65 % à Diego Freitas Do Amaral.

Royaume-Uni

- I. 9 — L'affaire Westland (prise de contrôle par le groupe américain Sikorsky du constructeur d'hélicoptères Westland) provoque

un grave malaise au sein du parti conservateur et une mise en cause de la politique de Margaret Thatcher. Après Michael Heseltine, ministre de la Défense, Leon Brittan, ministre du Commerce et de l'industrie démissionne.

- X. 12 — La reine Elisabeth II se rend en Chine, première visite d'un monarque britannique en ce pays.

Suède

- II. 28 — Le Premier ministre social-démocrate Olof Palme est assassiné par un inconnu à Stockholm.
- III. 12 — Ingvar Carlsson est élu Premier ministre par le Parlement.

Suisse

- III. 16 — Les électeurs suisses, consultés par référendum, rejettent par 75,67 % des voix la proposition gouvernementale d'adhésion de leur pays à l'ONU.

Tunisie

- VII. 8 — Le président Bourguiba nomme Premier ministre Rachid Sfar, jusqu'alors ministre de l'Economie, pour succéder à Mohamed Mzali, qui est destitué de ses fonctions.

Turquie

- IX. 28 — Aux élections partielles, la première consultation législative à laquelle tous les partis légaux sont autorisés à participer depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, le Parti de la juste voie (PJV), soutenu par Suliman Demirel, qui était Premier ministre en 1980 lors du coup d'Etat, fait une percée spectaculaire avec 23 % des voix. Le parti de Turgut Ozal, chef du gouvernement, obtient 32 % des voix.

URSS

- II. 25 — Mikhaïl Gorbatchev ouvre le vingt-septième congrès du PC soviétique en prononçant un discours dans lequel il réclame une « réforme radicale et nécessaire » de l'économie, après avoir critiqué « l'inertie » et la « stagnation » de l'ère Brejnev.
- XII. 17-18 — Des émeutes anti-russes éclatent à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, à la suite de la nomination d'un Russe comme secrétaire général du parti dans cette République soviétique.

Economie

Evénements internationaux

- I. 18-19 — Réunion à Londres des ministres des Finances des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon et de la RFA, qui ne peuvent se mettre d'accord sur une diminution concertée des taux d'intérêt, souhaitée par la France et le Japon, mais rejetée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.
- II. 18 — Chute des cours du pétrole brut, qui tombent pour la première fois depuis 1978 au-dessous de 15 dollars le baril.
- VI. 30 — La conférence de l'OPEP réunie à Brioni, en Yougoslavie, se solde par un échec, ce qui provoque la chute du cours du pétrole brut au-dessous de 10 dollars le baril.
- VII. 28 — Nouvelle réunion des pays membres de l'OPEP à Genève, où ils décident, le 4 août, de réduire leur production mensuelle de 20,3 millions de barils par jour en juillet à 16,8 millions pendant deux mois à dater du 1^{er} septembre. Les cours du brut remontent alors de 9 à 15 dollars le baril.
- IX. 20 — Réunie depuis le 15 à Punta del Este, en Uruguay, la conférence du GATT parvient à un accord sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales.
 - Réunion à Gleneagles, en Ecosse, des ministres des Finances de la CEE, qui décident de freiner la chute du dollar. Mais le 21 une hausse du deutschemark survient, consécutive au refus de la RFA de baisser ses taux d'intérêt en dépit de la demande réitérée des Etats-Unis.
- X. 22 — Les pays de l'OPEP, réunis à Genève, reconduisent pour deux mois leur accord du 4 août en augmentant le plafond global de production de 16,8 millions de barils par jour à 17 millions. Le 29 Cheikh Yamani, ministre du pétrole d'Arabie Saoudite depuis 1962, est démis de ses fonctions par le roi Fahd. Les cours du brut s'élèvent un peu au-dessus de 15 dollars le baril.
- XII. 18 — L'OCDE réduit ses perspectives de croissance dans les pays de l'OCDE.
 - 20 — A Genève les ministres de l'OPEP se mettent d'accord sur un plan d'action destiné à relever le prix du pétrole à 18 dollars le baril.
 - 22 — A la suite de l'accord du 20 décembre des pays de l'OPEP, le prix du pétrole sur le marché libre s'élève à 17 dollars le baril.

CEE

- III. 31 — Les pays de la Communauté européenne sont menacés par les Etats-Unis de représailles commerciales en raison des restrictions imposées aux exportations agricoles américaines vers l'Espagne et le Portugal à la suite de l'entrée de ces Etats dans la CEE.
- IV. 25 — Les ministres de l'Agriculture décident le gel des prix pour la campagne 1986-1987 et une réforme du marché des céréales.
- V. 12 — Après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, les pays membres de la CEE décident d'interdire les importations de certains produits alimentaires en provenance d'Europe de l'Est. Cette décision est levée le 29.
- VII. 2 — Les pays de la Communauté européenne acceptent que les Etats-Unis poursuivent jusqu'à la fin 1986 leurs exportations de maïs vers l'Espagne afin d'éviter les représailles commerciales annoncées par Washington.
- XI. 16 — Les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis à Bruxelles, parviennent à un accord sur un programme de réduction de la production laitière de 6 millions de tonnes au 1^{er} avril 1987 et de 2,5 millions de tonnes supplémentaires au 1^{er} avril 1988.

Allemagne (République Fédérale d')

- I. 1 — Pendant l'année 1985 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,8 % et en moyenne de 2,2 % par rapport à 1984 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 0,8 % et en moyenne de 5,4 % par rapport à 1984 ;
 - l'excédent commercial a été de 74,3 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 39,60 milliards de DM.
- A la fin de 1985 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,294 millions, soit 8,4 % de la population active.
- III. 7 — Baisse d'un demi-point du taux d'escompte de 4 à 3 ½ %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1986 la baisse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VII. 1 — Meilleure activité au cours du deuxième trimestre. Le recul du PNB au premier trimestre (- 1 % par rapport au quatrième trimestre de 1985) apparaît temporaire. Les entrées en commandes se sont fortement accrues en avril (+ 3,8 %) ainsi que la production manufacturière (+ 1,5 %).
- Au cours du deuxième trimestre 1986 la baisse des prix de détail a été de 0,2 %.

- X. 1 — Baisse de la production industrielle en septembre (– 1,7 % après – 1 % en août), du fait principalement des industries manufacturières.
- Au cours du troisième trimestre 1986 la baisse des prix de détail a été de 0,3 %.

Belgique

- XI. 8 — Le gouvernement de Wilfrid Martens, devant la montée du chômage (13 % de la population active), adopte un plan en faveur de l'emploi. La politique d'austérité et de réduction des dépenses publiques reste en vigueur.

Brésil

- II. 28 — Le président José Sarney annonce une nouvelle politique économique : le « plan tropical », qui prévoit le gel des prix et des salaires, ainsi que l'abandon du système d'indexation. Une nouvelle unité monétaire est créée, le cruzado, qui vaut 1 000 cruzeiros.
- XI. 27 — Les récentes hausses des prix décidées par le gouvernement dans le cadre du plan d'assainissement de l'économie provoquent d'importantes manifestations à Brasilia.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1985 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,8 % et en moyenne de 3,6 % par rapport à 1984 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,4 % et en moyenne de 2,2 % par rapport à 1984 ;
 - le déficit commercial a été de 132,8 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 117,679 milliards de dollars.
- A la fin de 1985 le nombre des chômeurs était de 8,023 millions, soit 6,8 % de la population active.
- Le dollar, qui avait coté au plus haut 3,47 DM et 10,47 F en février 1985, ne vaut plus que 2,46 DM et 7,56 F à la fin décembre.
- II. 4 — Ronald Reagan, dans son discours sur l'état de l'Union, reprend l'idée d'une conférence monétaire internationale, proposée depuis juin 1982 par la France et se déclare en faveur de l'établissement de taux de change « prévisibles ».
- 5 — Ronald Reagan présente le projet de budget pour l'année budgétaire 1987, commençant le 1^{er} octobre 1986, qui prévoit de réduire à 144 milliards de dollars le déficit budgétaire, actuellement supérieur à 200. Les crédits militaires augmen-

seraient néanmoins, mais le système de protection sociale serait réformé.

- III. 7 — Baisse du taux d'escompte d'un demi-point de 7,5 % à 7 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- 18 — Baisse du taux d'escompte d'un demi-point de 7 % à 6,5 %.
- V. 15 — Ronald Reagan annonce une série de mesures de rétorsions commerciales contre la CEE.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1986 la baisse des prix de détail a été de 0,4 % ; le PNB n'augmentant que de 0,6 %, contre 3,8 % au premier trimestre.
- 10 — La Réserve fédérale abaisse son taux d'escompte de 6,5 % à 6,0 %.
- VIII. 16 — Une commission mixte du Congrès adopte un compromis sur la réforme fiscale de Ronald Reagan.
- 20 — Baisse du taux d'escompte de 6,0 % à 5,5 %.
- IX. 27 — Le Congrès approuve définitivement la réforme fiscale : baisse des taux d'imposition, qui ne dépasseront plus 28 % pour les particuliers et 34 % pour les sociétés ; deux taux d'imposition sur les revenus (15 % et 28 %) remplaceront les quatorze en vigueur, mais de nombreuses déductions fiscales seront réduites ou supprimées, pour les particuliers et pour les sociétés.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 16 — James McGill Buchanan, théoricien des décisions politiques et de l'économie publique, reçoit le prix Nobel d'économie.
- XII. 29 — Le dollar en baisse atteint son niveau le plus bas de l'année : il est coté 1,94 DM, 160 yen et 6,44 F.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1985 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,5 % et en moyenne de 2 % par rapport à 1984 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,3 % et en moyenne de 4,5 % par rapport à 1984 ;
 - l'excédent commercial a été de 11 020 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 11 731 milliards de yen ;
- A la fin de 1985 le nombre des chômeurs était de 1,700 million, soit 2,9 % de la population active.
- 28 — Baisse d'un demi-point du taux d'escompte de 5 % à 4,5 %.

- III. 7 — Baisse du taux d'escompte de 4,5 % à 4 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,09 %.
- 19 — Baisse du taux d'escompte de 4 % à 3,5 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1986 la baisse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 31 — Sous la pression des Etats-Unis le taux d'escompte japonais baissant d'un demi-point, est ramené à 3 %. Un pacte américano-japonais est alors conclu, pour stabiliser la parité entre yen et dollar.
- XI. 1 — Baisse du taux d'escompte de 3,5 % à 3 %.
- XII. 24 — Le Japon annonce un prêt au FMI de 2,6 milliards de dollars sous forme de DTS et 2,6 milliards de dollars à l'Association internationale de développement (AID).
- 25 — Le Japon annonce la création d'un « fonds spécial » de plus de 2 milliards de dollars auprès de la Banque mondiale destiné à des concours aux pays en développement les plus endettés.

Mexique

- V. 31 — Ouverture de la XIII^e coupe du monde de football, qui durera jusqu'au 29 juin.
- VII. 22 — Un accord est conclu avec le FMI pour mettre en place un plan de sauvetage financier d'un montant de 12 milliards de dollars.
- IX. 30 — Conclusion d'un accord de principe entre le Mexique et des grandes banques commerciales, sous l'égide du FMI : 6 milliards de dollars de nouveaux crédits sont prévus et un rééchelonnement de 43,7 milliards de dettes sur vingt ans.
- XI. 19 — L'ensemble de la communauté financière accorde près de 12 milliards de dollars d'aide au Mexique : 1,68 milliard par le FMI, 6 milliards par des banques commerciales, le reste partagé entre les prêts de la Banque mondiale, la BID et le Club de Paris.

Royaume-Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1985 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 5,6 % et en moyenne de 6,3 % par rapport à 1984 ;

- la hausse de la production industrielle a été en glissement de 3,2 % et en moyenne de 4,6 % par rapport à 1984 ;
 - le déficit commercial a été de 2,110 milliards de livres et l'excédent de la balance des paiements courants de 3,604 milliards de livres ;
 - à la fin de 1985 le nombre des chômeurs était de 3,133 millions, soit 13 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1986 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- Au cours des neuf premiers mois de l'année, l'excédent pétrolier n'a été que de 3 milliards de livres au lieu de 8 milliards en 1985, pendant les mêmes mois ; le déficit commercial a atteint 6 milliards de livres et l'excédent des paiements courants a disparu.
- XI. 1 — Le taux de change effectif de la livre sterling a diminué de 11,5 % durant les dix premiers mois de l'année.
- 27 — A la City de Londres une libéralisation de la réglementation des activités financières et la mise en œuvre des nouveaux équipements informatiques de cotations constitue un événement qualifié de *Big Bang*.

Venezuela

- II. 26 — Le gouvernement obtient auprès de quelques quatre cents banques créancières le rééchelonnement sur douze ans et demi de 21,2 des 29 milliards de sa dette publique.

France

Politique

- I. 3 — Le groupe de presse de Robert Hersant prend le contrôle du Progrès de Lyon et de l'Union de Reims. Le gouvernement entame des poursuites judiciaires pour violation de la loi sur la presse de 1984.
- 16 — Jacques Chirac et Jean Lecanuet signent le texte de la plate-forme RPR-UDF « pour gouverner ensemble ». Ce document constate « l'échec du socialisme » et propose trois grands axes : « Libérer l'économie pour assurer le progrès social ; promouvoir une société de liberté ; redonner sa vraie place à la France », accompagnés de vingt engagements fondamentaux.
- 17 — François Mitterrand, présidant un rassemblement socialiste au Grand-Quevilly, en Seine-et-Marne, dresse un bilan de la gauche depuis 1981 et demande aux Français de ne pas « couper les jarrets à une équipe qui gagne ». Il critique durement la plate-forme de l'opposition, qualifiée de « programme des riches contre les pauvres ».
- 24 — Raymond Barre confirme, sur FR3, son hostilité à tout gouvernement de cohabitation.
- 30 — François Mitterrand publie un livre, intitulé « Réflexions sur la politique extérieure de la France ».
- II. 2 — Raymond Barre refuse de participer à une réunion unitaire des chefs de file des partis de l'opposition à Clermont-Ferrand, proposée par Valéry Giscard d'Estaing.
- 3-5 — Trois bombes explosent en plein cœur de Paris. Ces attentats sont revendiqués par un comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient, réclamant la libération de trois d'entre eux détenus en France.
- 19 — Robert Badinter est nommé membre, puis président (le 5 mars) du Conseil constitutionnel par François Mitterrand. Robert Fabre y est nommé par Louis Mermaz en remplacement de Paul Legatte, qui lui succède au poste de médiateur. Maurice-René Simonnet, nommé en octobre 1984, est reconduit par Alain Poher.
- III. 3 — A la veille de l'ouverture de la campagne électorale à la radio et à la télévision François Mitterrand déclare sur TF1 qu'il

refusera d'être « un président au rabais » et souligne : « je préférerais renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction ».

- 16 — Aux élections législatives, qui ont lieu à la proportionnelle à un tour, la coalition RPR-UDF obtient la majorité absolue à l'Assemblée. Avec 40,98 % des voix elle a 277 des 577 élus (148 RPR et 129 UDF). Le parti socialiste a 196 élus avec 31,04 % des voix ; le Front national 35 élus avec 9,65 %, autant que le parti communiste (9,78 %). Les élections régionales, les premières au suffrage universel, qui ont lieu le même jour, donnent la prédominance à la droite, qui le 21, obtiendra 20 des 22 présidences de conseils régionaux métropolitains. Le PS ne conservera que 2 présidences (Limousin et Nord-Pas-de-Calais) au lieu de 6. Dans les DOM le PS aura 3 des 4 présidences.
- 20 — Jacques Chirac, président du RPR, est nommé Premier ministre. Son gouvernement se compose d'un ministre d'Etat, Edouard Balladur, ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation, de treize ministres, dont André Giraud à la Défense et Jean-Bernard Raimond aux Affaires étrangères, après que François Mitterrand ait exigé que ces deux postes soient occupés par des personnalités avec lesquelles il puisse travailler en harmonie. Albin Chalandon est Garde des Sceaux, François Léotard ministre de la Culture et de la communication, Charles Pasqua de l'Intérieur, René Monory de l'Education nationale, Philippe Séguin des Affaires sociales et François Guillaume de l'Agriculture. Il y a en outre huit ministres délégués et quinze secrétaires d'Etat.
- IV. 2 — Jacques Chaban-Delmas est, au deuxième tour de scrutin, élu président de l'Assemblée nationale.
- 9 — En conseil des ministres sont approuvés deux projets de loi habilitant le gouvernement à prendre par voie d'ordonnances un certain nombre de mesures économiques et sociales et à rétablir un scrutin majoritaire à deux tours pour l'élection des députés.
- Jacques Chirac fait sa déclaration de politique générale et affirme : « notre nouvelle frontière, c'est l'emploi ». Il confirme son intention d'abroger les lois de la législature précédente sur la presse et sur l'enseignement supérieur et la loi Quilliot. Il annonce une modification du code de la nationalité et une série de mesures renforçant la sécurité (extension du contrôle d'identité, prolongation du délai de garde à vue en matière de terrorisme, introduction d'une législation favorable aux repentis et institution d'une « peine incompressible de trente ans en substitution de la peine de mort »). Le 10 il obtient la confiance de l'Assemblée nationale par 292 voix (155 RPR, 131 UDF, 1 FN et 4 non-inscrits divers gauche) contre 285 (212 PS, 35 PC, 34 FN et 4 non-inscrits divers gauche).

- 15 — Action directe revendique l'attentat manqué perpétré contre Guy Brana, vice-président du CNPF.
- 16 — Le Sénat approuve, par 205 voix contre 98, la déclaration de politique générale de Jacques Chirac.
 - Le Conseil d'Etat juge légal le contrat de concession de la cinquième chaîne de télévision, mais, en annulant les clauses relatives au cinéma, lui interdit de diffuser des films.
- 17 — Décès de Marcel Dassault, député, constructeur d'avions, homme de presse et producteur de films âgé de 94 ans.
 - Le projet de loi qui autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et sociale est discuté à l'Assemblée nationale. L'opposition dépose de très nombreux amendements et le gouvernement modifie à plusieurs reprises le texte du projet pour tenter d'éviter les contestations sur sa constitutionnalité.
- 25 — Michèle Barzach, ministre délégué à la Santé, annonce le prochain rétablissement du secteur privé à l'hôpital public.
- 27 — Philippe Séguin, invité du « Grand jury RTL-Le Monde », confirme que l'autorisation administrative de licenciement sera supprimée. Deux projets de loi seront déposés, séparés par une négociation entre les partenaires sociaux. Les quatre confédérations ouvrières, opposées à cette suppression, acceptent, sous conditions, le principe de cette négociation.
- 28 — René Monory annonce la suppression du recrutement des professeurs d'enseignement général des collèges.
- V. 4-5 — François Mitterrand et Jacques Chirac se rendent séparément au sommet de Tokyo. Mais François Mitterrand déclare : « il n'y a qu'une voix de la France ».
- 7 — Décès de Gaston Defferre, ancien ministre, député socialiste des Bouches-du-Rhône, maire de Marseille depuis 1953.
- 12 — Au comité central du PCF Georges Marchais annonce qu'il ne sera pas candidat aux prochaines élections présidentielles.
- 13 — Jacques Chirac engage la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi « d'habilitation économique et sociale », après le dépôt de nouveaux amendements socialistes, considéré par Jacques Chirac comme une manœuvre d'obstruction. La motion de censure déposée par les socialistes et défendue, le 15, par Michel Rocard, n'obtenant, le 16, que 251 voix, le projet est considéré comme adopté en première lecture. Le débat commence au Sénat le 21.
- 14 — François Léotard présente son projet de loi sur la communication : privatisation de TF1, remplacement de la Haute autorité par une Commission nationale communication et libertés (CNCL), résiliation des contrats de la 5 et de la 6, suppres-

- sion de la taxe sur les magnétoscopes, ouverture à la concurrence des télécommunications.
- 20 — Jacques Chirac engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le projet de loi rétablissant le scrutin majoritaire pour l'élection des députés et autorisant le gouvernement à délimiter par ordonnance les 577 nouvelles circonscriptions. Le projet est considéré comme adopté en première lecture, après que les socialistes aient déposé une motion de censure.
- VI. 2 — Le Sénat adopte le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures économiques et sociales.
- 4 — Le Sénat adopte le projet de loi rétablissant le scrutin majoritaire.
- Claude Quin, président de la RATP et membre du parti communiste, remet sa démission à Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des Transports, qui le lui a demandé.
- 11 — Le conseil des ministres approuve un projet de loi qui révisé les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsions des étrangers en France.
- VII. 2 — Le Conseil constitutionnel déclare la loi sur la réforme électorale conforme à la Constitution, sous réserves de règles interprétatives qu'il énonce quant à la délimitation des circonscriptions qui sera faite par une ordonnance.
- 7-10 — François Mitterrand se rend en visite officielle à Moscou, où il s'entretient avec Mikhaël Gorbatchev, qu'il qualifie « d'homme moderne ».
- 14 — Lors d'une interview sur TF1 François Mitterrand déclare qu'il ne signera pas les ordonnances sur les privatisations, telles qu'elles seront soumises au conseil des ministres le 16, par souci de préserver « l'indépendance nationale ». Il affirme qu'il incombe au Parlement « de prendre ses responsabilités ». En réponse Edouard Balladur estime que « le souci du président de la République a été pris en compte dans la rédaction du texte ». Le 16 Jacques Chirac, dans une allocution télévisée, déclare qu'il ne veut pas « engager une crise politique ».
- 16 — Adoption en première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.
- 21 — Jacques Chirac donne sa première conférence de presse et affirme « qu'aucun gouvernement n'est allé aussi vite pour établir des réformes essentielles ».

- 24 — Le Sénat adopte le projet de loi sur la communication après que l'opposition ait ralenti les débats et que les sénateurs de la majorité aient modifié le texte gouvernemental.
- 29 — Le Conseil constitutionnel annule deux dispositions de la loi qui modifie le régime juridique de la presse écrite et maintient en vigueur l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984.
- VIII. 7 — Adoption définitive de trois des quatre lois sur la sécurité et de la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Les socialistes saisissent le Conseil constitutionnel.
- 13 — L'Assemblée nationale, puis le Sénat adoptent définitivement la loi sur la communication. Les députés socialistes la défèrent au Conseil constitutionnel.
- 19 — Nomination d'un ministre délégué aux Affaires européennes et d'un secrétaire d'Etat à la Défense.
- IX. 1 — Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) menace la France d'attentats si trois terroristes, incarcérés en France, dont Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), ne sont pas libérés. Du 4 au 17 six actions terroristes ont lieu à Paris, revendiquées par le CSPPA ou par « les partisans du droit et de la liberté ».
- 16-19 — François Mitterrand se rend en visite officielle en Indonésie.
- 18 — Deux articles de la loi sur la communication sont annulés par le Conseil constitutionnel, qui estime que le pluralisme de l'information n'est pas assez garanti. Un autre projet de loi, qui limite les concentrations dans l'audiovisuel et dans la presse, sera élaboré et adopté par le conseil des ministres du 1^{er} octobre.
- 24 — Les ordonnances sur le découpage des 577 circonscriptions législatives sont approuvées en conseil des ministres.
- 28 — Aux élections sénatoriales la majorité remporte 89 des 120 sièges à pourvoir. Le RPR, avec 77 sièges, devient le premier groupe du Sénat. La gauche recule et le PC, avec 15 sièges, conserve de justesse un groupe sénatorial.
- X. 2 — François Mitterrand refuse de signer l'ordonnance délimitant les circonscriptions électorales pour les élections à l'Assemblée nationale. Le 8 le conseil des ministres approuve un projet de loi qui délimite ces circonscriptions en reprenant le texte de l'ordonnance. Le 10 à l'Assemblée nationale Jacques Chirac engage la responsabilité de son gouvernement sur ce projet, considéré comme adopté le 13, après le rejet de la motion de censure déposée par les socialistes, qui n'obtient que 281 voix. Le 22 Jacques Chirac engage une seconde fois la responsabilité de son gouvernement. Les socialistes n'ayant pas déposé de motion de censure, le

Sénat adopte définitivement cette loi le 24. Les députés socialistes saisissent le Conseil constitutionnel le 27.

- 30 — Le Conseil d'Etat émet des objections au projet de loi réformant le code de la nationalité, dont les deux dispositions essentielles sont : la suppression de l'acquisition « automatique » de nationalité à dix-huit ans par les enfants nés en France de parents étrangers et la suppression de la naturalisation française par mariage avec un Français après six mois de vie commune.
- XI. 3 — Michèle Barzach présente le projet de loi sur la réforme hospitalière qui prévoit le rétablissement du « secteur privé » dans les hôpitaux publics.
- 4 — Le conseil des ministres adopte la loi de programmation militaire comportant 474 milliards de francs attribués à l'équipement, nucléaire et classique. François Mitterrand après avoir rappelé les principes de la stratégie de la France et la prédominance à accorder aux sous-marins nucléaires lance-missiles, estime ce projet « sérieux, raisonnable et cohérent ».
- 6 — Expulsion de la France de quatre réfugiés basques espagnols et trois travailleurs frontaliers, le jour de la visite de Jacques Chirac à Madrid, où il s'entretient avec le roi Juan Carlos et le Premier ministre Felipe Gonzales.
- 7 — Un journal américain, le Washington Times, écrit que Jacques Chirac au cours d'un interview accordé à son directeur, aurait déclaré que le gouvernement syrien n'était pas impliqué dans la tentative d'avril dernier contre un avion El Al à Londres.
- 10 — Le Washington Times publie l'intégralité du texte de l'entretien que Jacques Chirac avait accordé à son directeur le 4 novembre.
- 11 — Libération à Damas de deux otages français détenus au Liban.
- 12 — Le conseil des ministres adopte le projet de loi réformant le code de la nationalité. François Mitterrand exprime son désaccord, ce texte s'inspirant « d'une philosophie qu'il ne partage pas ».
- Jacques Chirac installe officiellement la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Le 4 les treize membres avaient élu président Gabriel de Broglie, ancien membre de la Haute autorité audiovisuelle.
- La loi limitant les concentrations dans les medias est définitivement votée.
- 14-15 — Le XIII^e sommet franco-africain qui se tient à Lomé auquel participent François Mitterrand et Jacques Chirac est dominé par le conflit tchadien.

- 17 — Assassinat de Georges Besse, PDG de Renault, devant son domicile parisien, revendiqué par le groupe Action directe.
 - Le conseil exécutif du CNPF décide de proposer à l'Assemblée François Périgot par 26 voix contre 9 à Yvon Chotard, pour remplacer Yvon Gattaz comme président.
- 17-18 — Le Conseil constitutionnel valide la loi relative au découpage des circonscriptions, contestée par les socialistes.
- 19 — Le conseil des ministres adopte le projet Chalandon sur les prisons privées, malgré les objections de François Mitterrand et la désapprobation du Conseil d'Etat.
- 21 — Onzième sommet franco-britannique à Paris.
- 22 — Des grèves d'étudiants et de lycéens suivies le 23 et le 27, de manifestations à Paris et en province ont lieu contre le projet de loi d'Alain Devaquet visant à réformer les universités, à organiser une sélection à l'entrée et en cours d'études et à augmenter les droits d'inscription.
- 30 — Au cours d'une émission télévisée sur TF1 Jacques Chirac déclare « Le gouvernement gouverne. La majorité a défini une plate-forme, elle a remporté les élections, elle soutient le gouvernement qui applique et appliquera son programme. Jacques Chirac se montre résolu à maintenir la politique qu'il a définie concernant notamment le code de la nationalité, les expulsions d'étrangers en situation irrégulière, les délinquants et la lutte contre le chômage. Il annonce une nouvelle rédaction de la réforme universitaire proposée par Alain Devaquet et propose aux étudiants « un délai de 8 ou 15 jours nécessaires pour s'expliquer sur les points à modifier ».
- XII. 1 — Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la Fonction publique et du Plan, présente le rapport que lui a remis Jean-Pierre Ruault sur la planification française, qui analyse les causes des succès et des échecs du Plan depuis sa création en 1946 et propose la création d'un haut conseil de la planification.
- 2 — Réunion autour de Jacques Chirac, René Monory et Alain Devaquet des principaux responsables du gouvernement et de la majorité pour arrêter la démarche du gouvernement face à la contestation estudiantine et lycéenne à propos du projet de réforme des universités.
 - Michel Rocard, au cours d'une émission télévisée, réaffirme « sa ferme intention d'être candidat » à l'élection présidentielle de 1988.
- 3 — La CNCL décide de remplacer tous les présidents des chaînes publiques de l'audiovisuel.
- 4 — Plusieurs centaines de milliers d'étudiants et de lycéens manifestent à Paris pour le retrait du projet Devaquet. Après

- qu'une délégation étudiante ait été reçue à l'Assemblée nationale par les responsables des groupes parlementaires RPR, UDF, PS et PCF et une autre par René Monory et Alain Devaquet, qui refusent de retirer le projet de loi universitaire, de violents affrontements ont lieu entre les manifestants et les forces de l'ordre.
- 5 — Jacques Chirac réunit René Monory et Alain Devaquet, le président et le rapporteur des affaires culturelles à l'Assemblée nationale, ainsi que les représentants de la majorité à propos du projet de loi Devaquet. Il est décidé que le projet de loi universitaire ne sera pas retiré, mais qu'une nouvelle rédaction des articles contestés par les étudiants sera présenté, à l'Assemblée nationale. Dans la soirée, René Monory prononce une allocution télévisée.
- Dans la nuit du 5 au 6 à Paris, un étudiant manifestant, Malik Oussekiné décède à la suite de coups portés par des forces de l'ordre.
- 6 — Alain Devaquet, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, présente sa démission à Jacques Chirac, qui l'accepte le 7.
- 6-7 — Lors de la célébration du dixième anniversaire du RPR, Jacques Chirac lance un appel au calme, « un appel du cœur et de la raison ».
- 8 — Jacques Chirac décide de retirer l'ensemble du projet Devaquet, répondant ainsi à la demande de plusieurs ministres et de François Mitterrand qui lui avaient été exprimées le 3 décembre.
- 9 — Jacques Chirac, lors d'une réunion extraordinaire des groupes parlementaires RPR et UDF annonce qu'il n'y aura pas de session extraordinaire du Parlement au premier trimestre de 1987, ce qui ajourne le vote de plusieurs projets de réformes.
- François Mitterrand déclare sur Europe 1 qu'il se sent « en phase » avec les jeunes et approuve « la pause » dans la politique de réformes annoncée par Jacques Chirac.
- Les étudiants et les lycéens organisent une manifestation à Paris et en province à la mémoire de Malik Oussekiné, à laquelle se joignent des organisations syndicales.
- A l'Assemblée nationale le Front national critique « la retraite » du gouvernement à propos du projet Devaquet. Le PS met en cause les ordres donnés aux forces de police lors des manifestations estudiantines.
- 10-11 — Après le vote du Sénat la France est autorisée à ratifier l'acte unique européen.
- 10-12 — Visite officielle en France du président égyptien Hosni Moubarak qui s'entretient avec François Mitterrand des diffi-

- cultés économiques de l'Égypte et des différents aspects de la situation au Proche-Orient.
- 11 — Grève à l'Agence France Presse. A la suite de la démission de son PDG, Henri Pigeat, le 18, les journalistes reprennent le travail.
- 12-13 — Les délégués à la coordination nationale étudiante décident la dissolution de cette structure.
- 15 — Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, échappe à un attentat revendiqué par Action directe.
- 16 — L'assemblée générale du CNPF élit président François Périgot par 354 voix (71,08 %).
- 17 — Le conseil des ministres nomme Raymond Lévy PDG de la Régie Renault.
- François Mitterrand refuse de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail. Le texte, repris sous forme d'un amendement au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, qui avait été antérieurement adopté en commission mixte paritaire, est voté par l'Assemblée nationale le 20 décembre. Les députés socialistes déposent un recours devant le Conseil constitutionnel.
- 25 — Libération d'Aurel Cornéa, otage français détenu au Liban.

Economie

- I. 1 — Pendant l'année 1985 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,7 % et en moyenne de 5,8 % par rapport à 1984 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,3 % et en moyenne de 0,2 % par rapport à 1984 ;
 - le déficit commercial a été de 23,7 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 1,485 milliard de francs ;
 - les conflits du travail ont été au niveau le plus bas depuis la guerre.
- A la fin de 1985 le nombre des chômeurs était de 2 325 200 soit 9,9 % de la population active.
- 10 — Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année est porté de 25 à 32 milliards.
- 20 — François Mitterrand et Margareth Thatcher, réunis à Lille, approuvent le projet de liaison entre la France et la Grande-Bretagne : deux tunnels ferroviaires seront mis en service en 1993.

-
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 3,5 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, qui atteint 2,441 millions en fin de mois (cvs), après quatre mois de recul.
- 13 — L'indice de la Compagnie des agents de change franchit pour la première fois la barre des 300. La Bourse de Paris, déjà en progression de 45 % en 1985, enregistre une hausse de plus de 20 % en janvier et février.
- 20 — Le MATIF, nouveau marché à terme d'instruments financiers, est inauguré à la Bourse de Paris. Il est le second en Europe, après celui de Londres, ouvert en 1982.
- 21 — La Banque de France baisse son taux d'intervention de 8 3/4 à 8 1/2 %.
- 28 — Adoption de la loi sur l'aménagement du temps de travail. Le CNPF, qui trouve le texte sur la flexibilité trop rigide, incite le patronat à refuser les négociations par branches.
- III. 1 — En février :
- baisse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur à 0,1 milliard de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,445 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des finances, annonce une réduction de l'endettement extérieur brut de la France : de 528,5 milliards de francs à la fin de 1984 à 469 milliards de francs à la fin de 1985.
- 7 — La Banque de France baisse son taux d'intervention de 8 1/2 à 8 1/4 %.
- 17 — En désaccord avec Yvon Gattaz, président du CNPF, Yvon Chotard démissionne de la vice-présidence du CNPF et de la présidence de la commission sociale.
- 26-27 — Philippe Séguin, nouveau ministre des Affaires sociales et de l'emploi, reçoit les partenaires sociaux et réaffirme l'objectif prioritaire du gouvernement : « l'emploi ».
- 28 — La Régie Renault annonce un déficit de 10,9 milliards de francs pour 1985, contre 12,5 milliards en 1984.
- IV. 1 — En mars :
- hausse des prix de détail de 0,3 % ;
 - le déficit du commerce extérieur atteint 2,594 milliards de francs (cvs) ;

- augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,467 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Après la dévaluation du franc décidée en conseil de la CEE à Ootmasurm (Pays-Bas), Edouard Balladur qualifie cette décision « d'exemplaire » et annonce une série de mesures d'accompagnement : gel des salaires dans le secteur public, plan d'économies budgétaires, progression de la masse monétaire limitée à moins de 5 %, libération partielle du contrôle des changes et des prix industriels.
- 15 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France de 8 1/4 à 7 3/4 %.
- 16 — Le conseil des ministres adopte le projet de loi de finances rectificative, présenté par Edouard Balladur. Il modifie peu le déficit de l'Etat qui avait été prévu pour 1986 : 144 milliards de francs, au lieu de 145,2.
- 29 — Le rapport sur l'état des finances publiques commandé à la fin mars par le gouvernement à Renaud de la Genière, ancien gouverneur de la Banque de France, est rendu public. Il ne fait apparaître aucune anomalie grave dans la gestion du précédent gouvernement socialiste, mais s'inquiète de l'importance du déficit budgétaire, de l'alourdissement de la dette publique et de l'avenir des comptes de la Sécurité sociale.
 - Baisse du taux d'intervention de la Banque de France de 7 3/4 à 7 1/2 %.
- V. 1 — En avril :
 - hausse de 0,4 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 4,8 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,490 millions en fin de mois (cvs).
- 15 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France, ramené de 7 1/2 à 7 1/4 %.
 - Edouard Balladur annonce une baisse de 1,5 % du taux de rémunération des livrets d'épargne, la levée presque totale du contrôle des changes et des mesures visant à renforcer le marché monétaire.
- 22 — Publication au Journal Officiel des textes rétablissant l'anonymat sur l'or.
- VI. 1 — En mai :
 - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 2,1 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,516 millions en fin de mois (cvs).

-
- 17 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France de 7 1/4 à 7 %.
- 24 — Le ministre de l'Industrie, Alain Madelin, décide de supprimer les aides exceptionnelles de restructuration versées par l'Etat à la société de construction navale Normed, qui est alors déclarée en cessation de paiement.
- Le Parlement adopte définitivement la loi de finances rectificative pour 1986.
- 25 — Le projet de loi de Pierre Méhaignerie sur le logement est approuvé par le conseil des ministres. Il prévoit des mesures fiscales en faveur de l'investissement locatif et une réforme des relations entre bailleurs et locataires.
- La loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement est définitivement adoptée.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 1,262 milliards de francs (cvs) :
 - légère augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,523 millions en fin de mois (cvs).
- Philippe Séguin annonce des mesures pour assurer le financement de la Sécurité sociale : la cotisation vieillesse des assurés est augmentée de 0,7 point à partir du 1^{er} août, un prélèvement fiscal de 0,4 % sur les revenus devra être payé en 1987 et 1988. Le 11 le conseil des ministres adopte ce projet, qui est voté à l'Assemblée nationale le 25.
- 2 — François Mitterrand promulgue la loi d'habilitation économique et sociale qui autorise le gouvernement à agir par ordonnances, notamment pour la privatisation de soixante-cinq groupes industriels et financiers.
- 9 — La dette extérieure de l'Etat, après avoir atteint 10 milliards de dollars, est ramenée à 2,350 milliards de dollars, grâce à l'afflux de capitaux étrangers depuis la dévaluation du 6 avril.
- 16 — L'ordonnance sur l'emploi des jeunes adoptée en conseil des ministres accorde une exonération de 25 % des charges patronales, pendant un an maximum, à tout employeur qui embauche un jeune de seize à vingt-cinq ans, jusqu'au 30 juin 1987. S'il est issu d'une formation en alternance, d'un apprentissage, d'un TUC ou d'un stage conventionné par l'Etat l'exonération est de 50 %.
- 23 — Le projet de loi sur les privatisations est approuvé en conseil des ministres, sans modifications du texte de l'ordonnance que François Mitterrand a refusé de signer le 16. Jacques Chirac engage la responsabilité de son gouvernement sur ce projet, qui est adopté le 28, après que la motion de censure

- déposée par les socialistes ait été repoussée. Douze nouveaux présidents des vingt-cinq principales entreprises nationalisées sont nommés en conseil des ministres le 23.
- 30 — Le conseil des ministres décide une réduction du montant des aides à l'industrie et la suppression du fonds industriel de modernisation créé à la fin de 1983.
- 31 — L'Assemblée nationale et le Sénat votent définitivement la loi sur les privatisations.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur, qui atteint 1,543 milliard de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2 541,2 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Le conseil des ministres approuve l'ordonnance sur le « travail différencié ». François Mitterrand la signe et elle est publiée au Journal Officiel le 12.
- 7 — La loi sur les privatisations est publiée au Journal Officiel.
- 29 — A la Bourse de Paris de nouveaux records sont enregistrés : l'indice de la Compagnie des agents de change atteint 412, après une hausse de 9 % en trois semaines.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur qui atteint 3,246 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,557 millions en fin de mois (cvs).
- Philippe Séguin déclare que 400 000 personnes devraient bénéficier avant la fin de 1987 de son plan pour l'emploi des jeunes.
- 3 — Le conseil des ministres rend officiel les nominations des 29 présidents des filiales des grands groupes bancaires nationalisés, dont 15 sont nouveaux. A la tête d'Usinor et de Sacilor un président unique est nommé : Francis Mer.
- 10 — Edouard Balladur, invité à « l'heure de vérité » sur Antenne 2, annonce une baisse de 3 % en 1987 de l'impôt sur le revenu et une réduction supplémentaire de 5 % en 1988. Il précise que les trois premières entreprises privatisées seront Saint-Gobain, Paribas et les Assurances générales de France.
- 17 — Philippe Séguin charge François Dalle, ancien PDG du groupe l'Oréal, de lui remettre d'ici six mois un rapport sur les « emplois intermédiaires », parfois appelés « petits boulots ».

- 25 — Le gouvernement annonce la mise en vente à la Bourse de Paris de 11 % du capital d'Elf-Aquitaine sur les 66,8 % détenus par l'Etat.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 2,895 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,549 millions en fin de mois (cvs).
- 8 — Le conseil des ministres approuve l'ordonnance sur les « zones d'entreprise », dont trois sont créées à proximité des chantiers navals : la Seyne, la Ciotat et Dunkerque.
- 15 — Le conseil des ministres approuve deux projets d'ordonnance qui visent à favoriser la participation des salariés à l'entreprise.
- 21 — L'accord patronat-syndicat sur les procédures de licenciement n'est signé en premier lieu que par le CNPF et la CFDT, puis l'est par la CFTC et FO. La CGT et la CGC refusent de signer. La CGPME s'abstient.
- Grève peu suivie dans la fonction publique et le secteur public pour la défense des salaires et de l'emploi.
- 22 — L'Air liquide, en prenant le contrôle de la société américaine Big Three, devient le troisième producteur de gaz industriels des Etats-Unis, avec 20 % du marché.
- 24 — Jacques Maisonrouge, ancien dirigeant d'IBM, est nommé directeur général de l'industrie au ministère de l'Industrie, des P & T et du tourisme.
- 29 — Le conseil des ministres approuve un projet de loi qui réaménage et augmente les aides à la famille et adopte un plan contre la pauvreté d'environ 300 millions de francs.
- Serge Dassault est élu PDG du groupe fondé par son père, Marcel Dassault.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 0,1 milliard de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,543 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Jacques Chirac adresse aux ministres et secrétaires d'Etat chargés des entreprises publiques ses recommandations pour la politique salariale 1987 dans le secteur public : les hausses de salaire ne devront pas dépasser la hausse des prix en 1987 (3 % maximum).

- 18 — Philippe Séguin présente un plan de redressement de la Sécurité sociale qui prévoit 9 milliards de francs d'économie.
- 26 — Le gouvernement adopte l'ordonnance instaurant un nouveau droit de la concurrence (liberté des prix, transparence du marché et contrôle des concentrations).
- 28 — Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, expose les grandes lignes du dispositif de contrôle de la création monétaire en 1987. Les objectifs ne varient pas, mais les modalités seront modifiées en raison de la suppression de l'encadrement quantitatif du crédit à partir de janvier 1987. La Banque de France règlera la création monétaire en agissant sur les taux d'intérêt et les réserves obligatoires des banques.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 0,6 milliard de francs (cvs) ;
 - légère hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,549 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Le groupe informatique Bull annonce sa prise de contrôle de la société américaine Honeywell Information System (HIS), aux côtés du japonais Nippon Electric Company (NEC). Bull détiendra 42,5 % du capital de HIS et la société NEC 15 %.
- La France accepte de signer le contrat gazier du gisement norvégien de Troll qui lui fournira 6 milliards de m³ de gaz par an. Elle signe un accord général de coopération économique, scientifique et culturelle avec la Norvège, qui devrait lui permettre d'accroître ses exportations vers ce pays.
- 5 — Succès de la privatisation de Saint-Gobain. Plus d'un million de Français en sont devenus actionnaires.
- 18 — Election de Michel Camdessus comme directeur général du FMI, en remplacement de Jacques de La Rosière, démissionnaire.
- Le gouvernement accorde 1,5 milliard de francs d'aides nouvelles aux agriculteurs, à l'issue de la conférence annuelle agricole, pour tenir compte notamment de la réduction des quotas laitiers au sein de la CEE.
- Début à la gare du Nord d'une grève « sauvage » qui s'étend rapidement à l'ensemble du réseau de la SNCF et est avalisée par les syndicats.
- 22 — Grève dans le métro, qui prend fin le 26 et reprend le 29.
- 25 — L'indice du cours des actions à la Bourse de Paris établi par la Compagnie des agents de change, qui était de 266 en début d'année, est à 405 le 25, après 414 le 22.

- 30 — Le groupe français CGE rachète les activités de télécommunications de la société américaine ITT. La nouvelle société commune, Téléglobe communication NV (TCNV), sera le numéro 2 mondial de téléphone.

Sciences et technique

- I. 28 — Explosion en vol de la navette américaine Challenger soixante-quinze secondes après son décollage, tuant les sept astronautes qui étaient à bord.
- II. 22 — Succès pour le seizième tir de la fusée européenne Ariane qui met en orbite le satellite français d'observation de la terre Spot 1 et le satellite suédois Viking.
- III. 14 — La sonde européenne Giotto s'approche de 577 kilomètres de la comète de Halley et en transmet de nombreuses photographies et mesures.
- IV. 10 — L'équipe du professeur René Frydman, à l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart, annonce la naissance les 20 février et 6 avril, pour la première fois en France, de deux bébés issus d'embryons congelés.
- 25 — Une fuite radioactive dans la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine est suivie, le 27, d'une explosion. Après qu'une importante augmentation de la radioactivité ait été constatée dans les pays scandinaves, Moscou ne reconnaît l'existence de cet accident que le 28. Les autorités soviétiques font état de deux morts et cent quatre-vingt-dix-sept personnes hospitalisées. Un nuage radioactif passe au-dessus d'une partie de l'Europe occidentale.
- V. 30 — Echec du dix-huitième tir de la fusée européenne Ariane.
- X. 17 — La RFA décide de participer au financement du projet d'avion spatial Hermès pour 30 % et la France pour 45 %.
- XI. 8 — Deux équipes françaises de l'INSERM ont mis au point une nouvelle méthode pour favoriser les transplantations de moelle osseuse.

Cette chronologie a été établie par Sylvie Le Golvan